

FABIEN ROUSSEL
DÉPUTÉ DU NORD

Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Bruay-sur-l'Escaut, le 30 novembre 2021

chf

Monsieur le Président,

Le grand déménagement industriel se poursuit !

Comme d'autres, comme vous peut-être, je suis extrêmement attaché à ce que notre industrie, nos compétences, nos moyens de production cessent d'être délocalisés à l'étranger.

Pourtant, les salariés, les ingénieurs, les techniciens, les ouvriers de la SAM à Viviez en Aveyron viennent de recevoir un véritable coup de poignard dans le dos de la part de l'État et du principal donneur d'ordre, le groupe Renault !

Car la décision du Tribunal de Commerce de Toulouse de placer l'entreprise en liquidation judiciaire avec cessation immédiate d'activité, intervient après que la direction du groupe Renault, dont l'État est un des principaux actionnaires, ait refusé de s'engager dans un plan de commandes permettant d'accompagner le plan de reprise de l'entreprise.

Elle fait également suite à la déclaration du ministre de l'Économie et des Finances, la veille de la décision du Tribunal de Commerce, affirmant que le projet de reprise n'était pas viable, alors même que l'État, aux côtés de la Région Occitanie, s'était engagé à soutenir financièrement la proposition de reprise de la SAM, sous forme de subvention et de prêt.

Pour les 340 salariés et leur famille, c'est un drame.

Pour le bassin de Decazeville, c'est une catastrophe économique.

Pour la filière automobile, c'est une erreur stratégique car nous risquons, si ce plan était confirmé, de nous priver d'autant de compétences et de savoir-faire.

C'est toute la filière fonderie qui est menacée par les deux donneurs d'ordre, Renault et Peugeot, qui font le choix de délocaliser le travail effectué par les fonderies à l'étranger, en Turquie, en Espagne, au Maroc, entre autres.

Monsieur le Président, vous avez décidé de vous impliquer personnellement dans l'avenir de la filière automobile française et vous avez prévu de recevoir les deux constructeurs automobiles français, Renault et Peugeot, avec la perspective de leur attribuer un nouveau plan d'aides publiques qui se compterait en milliards.

Les salariés, leurs représentants syndicaux, les élus locaux comme de nombreux élus de la Nation vous demandent instamment de conditionner ces aides au maintien de nos fonderies, au maintien de la SAM à Decazeville.

Et c'est possible. Notre argent, celui des contribuables, doit soutenir l'ensemble de la sous-traitance automobile, en permettant non seulement le maintien de tout l'appareil productif en France, mais aussi sa modernisation. Si la SAM « n'est plus adaptée », ce qui reste à démontrer, adaptons là !

Si « elle n'est pas viable », ce qui reste à démontrer, rendons-la viable en exigeant des constructeurs, dont Renault, de s'engager par des commandes fermes !

J'en appelle donc à votre intervention dans le dossier de la SAM pour obtenir le respect des engagements initiaux de Renault, et plus globalement, à l'organisation immédiate d'un grand débat public sur l'avenir de la filière automobile dans notre pays. Il y va de l'avenir de nos emplois et de notre souveraineté industrielle, très mise à mal.

En tant que parlementaire, avec mes collègues de l'Assemblée nationale et du Sénat, nous affirmons qu'il est possible de maintenir la filière fonderie et nous avons des propositions concrètes à vous faire.

Nous continuerons donc d'exercer la plus grande vigilance sur le dossier des fonderies. Si la liquidation de la SAM était confirmée, sans plan de reprise, nous ne manquerons pas d'exiger une enquête parlementaire sur l'utilisation de l'argent public versée aux donneurs d'ordres, Renault et Peugeot. Et dans ce cadre, tous les acteurs concernés, politiques et économiques, devront s'expliquer sur la délocalisation à l'étranger de pièces provenant actuellement de nos fonderies françaises menacées de fermeture.

Nous comptons sur votre intervention directe auprès des constructeurs.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes respectueuses salutations.

bien à vous

Fabien ROUSSEL
Député du Nord